

Ours dans le Couserans : les élus de l'Ariège exhortent l'État à "respecter ses engagements"



• À Castelnau-Durban, chacun a pris la parole avec vigueur. DDM - D.V.

[Ours des Pyrénées](#), [Ariège](#), [Castelnau-Durban](#)

Publié le 19/05/2023

[Dorian Vidal](#)

Plusieurs élus se sont réunis ce vendredi 19 mai 2023 pour faire le point sur l'épineuse question de l'ours en Ariège. Ayant le sentiment de ne pas être entendus, ils souhaitent que les engagements pris par l'État soient respectés.

Le cadre de la conférence de presse est quelque peu insolite. Dans un modeste gîte de Castelnau-Durban, commune du Couserans, plusieurs élus de l'Ariège sont réunis ce vendredi 19 mai 2023. Un chien noir slalome entre les chaises. Chaque invité affiche un sourire.

Mais une fois entré dans le vif du sujet, les visages se ferment. Les acteurs locaux et parlementaires présents sont mécontents. Enfin, surtout déçus. Le 27 octobre 2022, une délégation ariégeoise s'était rendue à Paris afin d'évoquer la question de l'ours dans les Pyrénées et la forte présence de l'animal en Couserans, sujet sensible s'il en est.

Christine Téqui, présidente du conseil départemental, faisait partie du groupe reçu par le ministre de l'Agriculture Marc Fesneau, et deux secrétaires d'État chargés de la Ruralité et de l'Écologie : "Quand on est allés là-bas, on a entendu des mots. Ces mots ont une importance et engagent l'État."

Avec Laurent Panifous et Martine Froger, députés, Alain Servat président de la fédération pastorale de l'Ariège, ainsi qu'Elodie Amilhat, élue à la chambre d'agriculture, elle affiche aujourd'hui sa contrariété par rapport aux suites de la réunion ministérielle, lors de laquelle Marc Fesneau avait assuré vouloir accorder le "politiquement tenable" et le "juridiquement solide", tout en travaillant sur la réglementation nationale et européenne.

"Compter pour soulager"

"Aujourd'hui, six mois après, quel est le constat ? Rien. C'est le néant. Donc on dit que l'État doit passer de l'hibernation à l'action." Pour les élus présents en ce jour de pont de l'Ascension, les 3 millions d'euros octroyés en faveur des moyens de protection dans le massif des Pyrénées ne constituent pas une réponse, face aux conséquences de la présence de l'animal pour le pastoralisme, l'économie et le tourisme.

Selon eux, les engagements pris au cours de l'automne dernier n'ont pas été respectés. L'un d'eux concerne le comptage du nombre d'ours vivant sur le territoire, réalisé au niveau pyrénéen par l'OFB (office français de la biodiversité), alors que les politiques ariégeois exigent une étude centrée sur le Couserans.

"Quatre-vingts ours dans toutes les Pyrénées, c'est une chose. Mais soixante dans le Couserans, c'en est une autre. Le gouvernement a essayé de ramener ce sujet à l'échelle des Pyrénées. Il n'est pas question de se laisser endormir", tonne Laurent Panifous. L'idée est la suivante : "compter pour soulager", en prenant les mesures qui s'imposent en fonction du résultat.

"On va vers une catastrophe"

Récemment élue dans la première circonscription, Martine Froger souligne ainsi un "besoin de réponse urgent" : "Car sinon, rien ne va s'arranger et on va vers une catastrophe [...] Cela traîne, jusqu'au jour où il y aura un accident."

La visite de [Marc Fesneau en Ariège](#), le 17 avril 2023, est en cela jugée décevante. "On a longtemps échangé sur ces thématiques. Monsieur le ministre était parti en disant s'engager à donner une réponse sous quinze jours. Or, un mois a passé, et on n'a pas eu de vraie réponse", pointe Elodie Amilhat, le courrier reçu étant jugé insatisfaisant,

Souhaitée par la secrétaire d'État à la Ruralité le 27 octobre, puis transmise fin janvier à Paris, la proposition de pacte d'engagement entre l'Ariège et l'État est également restée sans réponse. Les représentants ariégeois souhaitent travailler sur ce point.

Laurent Panifous, lui, sort les griffes : "Quand vous avez un territoire qui vient porter une parole apaisée, mais déterminée, c'est extrêmement décevant et pas très sérieux [...] Tout est fait pour qu'il y ait un développement de l'ours. Nous, on demande que soit mise en place une forme de régulation. Si l'objectif est le réensauvagement des Pyrénées, qu'on nous le dise."

"Mettre les panneaux, c'est reconnaître qu'il y a danger"

À l'approche du début de la saison estivale, Alain Servat est inquiet. Depuis la réunion ministérielle d'octobre dernier, le président de la fédération pastorale attendait des actions concrètes de la part du gouvernement : "On est à la veille des montées dans les estives. Rien

n'a été fait. Ils ont juste annoncé trois millions d'euros pour le pastoralisme. Mais ce n'est pas une réponse."

Dans un passé proche, il a compté 13 ours sur la seule commune d'Ustou, village dont il est maire. Comme c'est le cas depuis plusieurs années, des acteurs du milieu agricole pourraient subir les conséquences de cette importante population, et des potentielles attaques qu'elle implique.

"On est modéré. Mais il y a des bergers et des éleveurs qui sont confrontés à la prédation tous les jours. On sent que ça bout", lâche-t-il.

Le député Panifous assure d'ailleurs : "Au mois d'octobre, on était monté pour anticiper. Il était dit que les choses devaient être faites avant la montée dans les estives..."

D'après les élus présents ce vendredi, l'arrêté ministériel pris le 4 mai sera insuffisant, en plus d'être "probablement cassé par la justice administrative". L'impact sur le tourisme est également évoqué. "Mettre les panneaux, c'est reconnaître qu'il y a danger", souffle ainsi Christine Téqui.

Martine Froger, quant à elle, a "bien peur que les touristes n'arrivent pas pour randonner dans le Couserans".